XIVme Année. — N° 363. PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS Genève, 26 Juillet 1913.

# LE RÉVEIL

## COMMUNISTE-ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE
ABONNEMENTS : Une année, fr. 3.— ; Six mois, fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :
RUE DES SAVOISES, 6
GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
ABONNEMENTS : Une année, fr. 5.— ; Six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

## Economie bourgeoise

Voici comment le *Giornale d'Italia* répond au député socialiste Turati qui attribue à la guerre en Tripolitaine l'accroissement de misère dans la classe ouvrière :

« Elle a (la guerre), sinon augmenté, du moins « nullement diminué le mouvement économique « en Italie, car des centaines et des centaines de « millions ont été dépensés dans le pays en provisions, équipements, etc... »

Coupable aveu !

Le *Giornale d'Italia* ne s'aperçoit-il donc point que ces paroles dénoncent toute l'absurdité et toute l'infamie du régime social actuel ?

Dans le cas et le moment présents, c'est évidemment Turati qui a raison. En privant de capitaux importants les industries et les commerces ordinaires. pour les déverser sur les fabrications et spéculations guerrières, en fermant à l'exportation italienne les marchés turcs et provoquant de ce fait un resserrement du crédit et une dépréciation du billet italien, la guerre a indubitablement causé un déséquilibre économique qui se traduit par une augmentation de chômage et partant de misère. Il serait absurde ou cynique de vouloir le nier.

Mais si l'on considère la société actuelle dans ses grandes lignes, dans ses phénomènes généraux et permanents, l'organe du chef conservateur Sonnino émet une grande vérité à laquelle, à son étonnement peut-être, adhèreront Turati et avec lui tous les socialistes et tous les anarchistes.

Voyons, la guerre est cause d'un anéantissement considérable de richesses, nécessite la production d'un tas de choses inutiles et nocives, favorise quantité de spéculations et de brigandages qui ôtent aux travailleurs encore une part du peu que leur laisse le fonctionnement normal de l'exploitation capitaliste — et l'économiste du *Giornale d'Italia* estime qu'elle fait du bien parce qu'elle augmente « le mouvement économique du pays, c'est-à-dire fournit du travail aux ouvriers et procure des affaires aux industriels et aux commerçants. »

A ce compte-là, les tremblements de terre, les incendies, les inondations seraient de puissants facteurs de bien-être, et celui qui les aurait expressément provoqués aurait bien mérité de la patrie !

Cela paraît absurde. et pourtant c'est ainsi, au moins en partie.

Avec un régime social où tant de gens manquent des choses les plus nécessaires à la vie, tandis que tant d'ouvriers demeurent oisifs et affamés « par manque de travail », alors qu'ils pourraient produire ces choses indispensables, on comprend que les calamités publiques, la destruction prodigieuse des richesses puissent faire l'affaire de certaines catégories de gens en leur fournissant l'occasion de travailler ou de trafiquer. En les considérant de la sorte, on peut effectivement trouver une utilité à tous ces travaux, inutiles et nuisibles en eux-mêmes, et auxquels on gaspille aujourd'hui tant d'énergie humaine.

Des marchandises sont-elles expédiées au loin, pour être transportées à nouveau et vendues dans leur pays d'origine ? Cela donne du travail aux marins, débardeurs, commis, etc.

Les fabricants dépensent-ils des sommes fabuleuses en *réclame*, afin d'induire le public, chacun pour son compte et à force de menteries, à acheter tel produit plutôt que tel autre d'un rival ? Voilà du travail pour les typographes, lithographes, agents de publicité et un nombre incalculable de personnes de diverses professions qui seraient sans occupation si on venait à ne plus user de ces duperies et qu'on s'en rapportât uniquement, pour écouler ses marchandises, à leurs qualités réelles !

Fabrique-t-on des cuirasses, lesquelles peut-être — et cela serait heureux — ne serviront jamais à rien ? Cela donnera de l'occupation aux ouvriers des arsenaux.

Engouffre-t-on des millions dans la construction des mille « Palais de Justice » en exécutant exprès mal les travaux pour avoir à les refaire ensuite ? Cela fait travailler les maçons, ainsi que tous ceux qui créent le superflu dont s'entourent tous les Albignente et Guerracino [1].

Fait-on d'innombrables objets de luxe, de bon comme de mauvais goût, dont la confection pourrait d'emblée être taxée de criminelle, puisqu'on n'a pas préalablement pourvu au nécessaire de tous ? Sans ce luxe, un fort contingent de travailleurs demeureraient inoccupés !

Tout cela apparaît absurde pour quiconque estime que l'ordonnance du travail humain devrait être faite dans un mode tel que le minimum d'effort de chacun produise le maximum de bien-être pour tous. Mais nous sommes en régime capitaliste : la production est réglée par les capitalistes, qui se font habituellement concurrence entre eux, préoccupés uniquement de leurs bénéfices et n'ayant aucun égard pour les intérêts des travailleurs et des consommateurs. Il en résulte un monstrueux état de choses où, pour quelques privilégiés, une partie de la population est exténuée de fatigue, tandis qu'une autre partie reste désœuvrée par force. Avec un tel état de choses, tout ce qui contribue de façon quelconque à donner du travail, à « faire marcher le commerce », devient une bénédiction.

Quand un homme meurt de faim, parce qu'il n'a rien à faire, il s'estimera heureux que vous le payiez pour creuser une fosse et la combler ensuite, et continuer ainsi, la creusant et la comblant tour à tour ; ce sera un travail ridicule, idiot, avilissant, mais l'homme en recevra un salaire qui le fera vivre ; donc, pour lui, ce n'est pas un travail inutile !

Si le *Giornale d'Italia*, qui n'a aucun respect pour les faits, en a au moins quelque peu pour la logique, il pourra continuer à vanter les « bienfaits » de la guerre, mais il devra convenir que la société qu'il défend est une bien vilaine chose.

* * *

Ce que nous avons dit ci-dessus nous suggère un autre ordre de considérations.

D'aucuns espèrent que le militarisme sera automatiquement détruit par l'augmentation continue des dépenses qu'il requiert. La crainte de la faillite, disent-ils, forcera les Etats à désarmer. Selon nous, la vérité est toute autre. A part la nécessité, pour les classes dirigeantes, d'une armée, et d'une armée toujours plus forte, pour se garantir contre les menaces croissantes du prolétariat, les dépenses militaires servent encore à faire vivre une bonne partie de cette population que les capitalistes n'arrivent pas à occuper — et sont, par cela même, au point de vue strictement économique, un moyen pour maintenir le jeu de leurs privilèges.

Autrefois, il eût été impossible d'enlever tant de forces à la production des choses nécessaires à la vie. Mais à mesure qu'avec l'invention des machines et les progrès de la chimie et autres sciences, la productivité du travail augmente, le nombre des bras disponibles s'accroît, et ces bras, laissés désoccupés, pourraient devenir gênants et dangereux. L'armée, la flotte et les travaux de tout genre exigés par la préparation à la guerre, tiennent lieu de déversoir.

Certes, on pourrait, même sous un régime capitaliste, imaginer un système plus rationnel, où tous pourraient faire servir leur travail à une production utile qui augmenterait le bien-être de tous, sans diminuer les jouissances des privilégiés. Mais capitalistes et gouvernants n'ont pas eu l'intelligence ou l'intention d'agir de la sorte, préférant avoir des soldats pour attaquer et se défendre. Et c'est ainsi qu'aujourd'hui les choses sont ce qu'elles sont : des intérêts colossaux se sont développés autour du militarisme, et si demain, par une hypothèse invraisemblable, les gouvernants voulaient sérieusement désarmer, ils provoqueraient une crise terrible, qui serait probablement la fin du régime. Ils s'en garderont bien !

Nulle espérance par conséquent que le militarisme meure de mort naturelle ; comme d'autre part il n'y a aucun espoir que le régime bourgeois tombe de lui-même.

Si le peuple veut être délivré de ce vampire homicide qu'on nomme militarisme, il doit travailler à cette délivrance en faisant de la propagande parmi les soldats et en se préparant à combattre contre les soldats qui restent inaccessibles à la propagande.

Si les ouvriers veulent se débarrasser du régime capitaliste, il faut qu'ils le tuent.

Errico Malatesta.

[1] Députés « panamistes » italiens réélus par leurs électeurs !

## QUE FAIRE EN CAS DE GUERRE ?

Les faits se sont chargés de nous donner une réponse, à laquelle tous les répugnants menteurs du nationalisme et du patriotisme ne s'attendaient point.

Tout d'abord, cette guerre des Balkans qui devait marquer le triomphe du principe nationaliste sur tout le patrimoine d'idées que nous a légué l'Internationale, cette guerre sainte devant laquelle nos conceptions antimilitaristes n'avaient plus qu'à s'effacer, cette soi-disant guerre de civilisation vient de se terminer par une mêlée générale des civilisateurs renouvelant les scènes les plus atroces de carnage et d'horreur dont ait jamais parlé l'histoire.

Mais ce n'est pas tout. Il y a heureusement plus et il y a mieux. Lorsque nous affirmions nettement notre intention de ne pas nous faire tuer pour l'abstraction patrie, cachant les plus infâmes spéculations, les pires tentatives réactionnaires, les plus énormes turpitudes, quels cris d'indignation, quelles protestations et objurgations n'avons-nous pas entendus.

— Comment ? vous laisseriez envahir nos villes, nos villages, nos champs, nos maisons par une soldatesque brutale et ennemie, qui viendrait nous imposer un joug étranger, nous soumettre à ses lois, tout en nous pressurant et dépouillant comme ont coutume de faire les vainqueurs avec les vaincus ? Vous qui prétendez combattre pour une plus grande liberté, laisseriez-vous supprimer, si imparfaite soit-elle, la liberté que nos pères ont eu tant de peine à conquérir et maintenir ? Allez-vous donc, sous prétexte de ne pas défendre la république bourgeoise, subir la monarchie quasi féodale ? Non, il est impossible qu'un homme puisse assister impassible à l'envahissement de sa patrie ; ce serait un fou, un criminel, un monstre !

Eh bien, que venons-nous de voir ? Ces mêmes Bulgares, dont le patriotisme était, il n'y a pas longtemps, fort exalté, ont laissé, sur l'ordre du roi et du gouvernement, envahir leur *sol sacré* sans opposer la moindre résistance. La flotte bulgare, elle aussi, avait reçu ordre de ne pas combattre et, à cet effet, une partie alla se réfugier et se faire désarmer dans un port neutre, l'autre a été coulée.

Et le fait a semblé très naturel. Aucune protestation ne s'est élevée, ni contre la lâcheté des envahisseurs venant mettre à contribution des populations plongées dans la plus noire misère, ni contre la passivité si complète des farouches patriotes d'hier.

Quelle leçon et combien nous aurions tort de ne pas en profiter !

Il peut donc être permis et même ordonné de ne pas défendre la patrie, lorsque l'impossibilité ou l'inutilité de le faire est évidente.

Mais au point de vue ouvrier, est-ce que cette inutilité n'est pas toujours certaine? Pouvons-nous espérer, après n'importe quelle guerre, nous trouver dans une situation meilleure? Personne n'ose l'affirmer, et nos patriotes même ne réclament notre vie que pour empêcher cette situation d'empirer.

D'aucuns nous objectent qu'il n'est plus possible de songer à une liberté régionale, communale et individuelle, si nous laissons même supprimer la maigre liberté nationale. Ils oublient simplement qu'il n'y a pas actuellement des « nations », mais des « Etats! », qui par leurs origine, rôle, tendance et but ne peuvent représenter une liberté quelconque.

L' « idée nationale » n'est en réalité que l'idée étatiste et militariste et nous avons donc à la combattre sous toutes ses formes. Comment, d'ailleurs, ne pas s'apercevoir que dans tous les pays les éléments les plus réactionnaires sont aussi les plus nationalistes?

Un régime, quel qu'il soit, ne peut se maintenir uniquement par la force matérielle, il lui faut une force morale découlant d'un principe admis par tous les citoyens. C'est ainsi que tout Etat bourgeois prétend être le défenseur de l'héritage intellectuel, de la civilisation particulière et de la « mission historique » d'un certain peuple. Grâce à ce rôle idéal qu'il s'attribue, l'Etat peut ensuite former et garder une formidable puissance armée, contre laquelle viendront se briser toutes les revendications des deshérités et des exploités.

* * *

Le spectacle d'un peuple ne s'opposant nullement à une invasion étrangère sera en tout cas toujours moins navrant que celui de millions de travailleurs s'entretuant follement pour affermir et prolonger le règne de leurs exploiteurs. Et si M. Hervé paraît craindre beaucoup de travailler pour le roi de Prusse, travailler pour la Camarde nous semble encore plus à redouter.

Peut-on imaginer éventualité plus désastreuse que celle de *faire la guerre*, après n'avoir pas su *faire la révolution* ? Sans doute, il n'est pas en notre pouvoir de provoquer cette dernière au moment où nous le voudrions, mais laisserons-nous au pouvoir de nos ennemis de nous pousser à l'abattoir à leur gré?

Nous sentons très bien que le dilemme se pose avec une netteté toujours plus grande : ou la révolution pour le triomphe de nos aspirations, de nos idées et de nos intérêts, ou la guerre, la monstrueuse saignée des forces populaires, qui nous laissera pendant de longues années encore dans la plus douloureuse impuissance.

Le socialisme étatiste et parlementaire n'est pas le dernier responsable de cette situation tragique. Depuis une quarantaine d'années, tout en répudiant et déconseillant comme *réactionnaire* la violence mise au service de notre droit, il n'a jamais affirmé qu'il fallait se soustraire au devoir, pénible il est vrai, de tuer ou se faire tuer pour le compte de l'Etat bourgeois. Tout au plus aurions-nous à élever une véhémente protestation pour « rejeter sur la classe capitaliste la responsabilité » d'un crime auquel nous prêterions aussi notre concours !

Eh bien, non! Nous devons affirmer nettement que *nous ne ferons pas la guerre pour le compte de n'importe quel Etat.*

Nous venons d'assister au spectacle d'un pays se laissant envahir sans opposer la moindre résistance. Cela n'est-il pas de beaucoup préférable à une boucherie qui coucherait des centaines de milliers de cadavres sur quelques champs de bataille?

Comme toujours les faits indiquent une fois de plus la vraie solution, alors qu'il est trop tard, malheureusement, pour que son application puisse se faire avec profit. C'est ainsi qu'en France la débâcle de 1870-71 avait déjà prouvé que le salut se trouvait dans l'insurrection communaliste, au moment même où le désastre était devenu irréparable.

Il est inexact de dire qu'un bien sort quelquefois des grands maux, mais ces derniers nous laissent toujours entrevoir où gît le remède.

L. B.

# L'éducation de Parti

C'est une des caractéristiques de l'école actuelle. Tout dans l'enseignement, depuis la matière elle-même jusqu'à la manière et les circonstances, est au service d'un régime. Les promoteurs de la laïque avaient-ils d'autres desseins que de faire de l'école — de leur école — le pilier de la forme républicaine, considérée (je veux bien les croire sincères et utopiques) comme la garantie du bonheur général? Des hommes instruits, n'était-ce pas avant tout des hommes imprégnés d'une « honnêteté » favorable aux institutions établies ou désirées, et pénétrés jusqu'à la fanatisation des supériorités de la République? Concevaient-ils des « hommes » autrement que fondus dans l'impersonnalité d'une démocratie souveraine et ne plaçaient-ils au-dessus de l'être même « l'individualité sociale » : le citoyen concourant au Tout et sacrifiable à lui?...

L'enfant appartient à l'Etat, à la collectivité, avant d'appartenir à quiconque, aphorisme qui appesantit à merveille le droit d'oppression de la masse sur l'individu et paralyse toute l'évolution, individuelle par essence... Une masse s'idenditifiant de gré ou de force à l'Etat et justifiant sa dictature permanente! L'Etat, expression de la collectivité, le « quelques-uns » qui gouverne condensant en lui la multitude et capable, sous quel régime qu'il exerce, d'en satisfaire tous ses besoins, de favoriser ses multiples aspirations? Qui donc a pu, sans mystification, proclamer cette monstruosité et peut, sans faire acte de foi, la consacrer?

Qu'importent les facultés de l'enfant, ses tendances et son expansion propres : il est voué, sous les auspices du civisme, aux autels de la religion de République. dernier stade obligé des sociétés humaines! Penser par soi-même, fouiller d'une critique impitoyable toutes les obscurités ambiantes et n'assouplir son vouloir qu'aux lumières d'une raison toujours en éveil : autant de chemins qui mènent à l'unité, qui aideront l'être à se délimiter. Mais ce qu'il faut pour affirmer un homme, c'est cela même qui désagrège le *partisan*, Et voulez-vous, sérieusement, qu'on vous fasse *quelqu'un* lorsqu'on a besoin de *quelque chose* ?

L'œuvre de la laïque — qui n'a fait que transposer dans le domaine social le dogmatisme de l'école catholique — vise à l'écrasement de chacun pour le bénéfice d'un soi-disant triomphe collectif. Et nous qui voulons individualiser l'enfance, personnaliser l'éducation, nous la trouvons sur notre route, depuis ses principes jusqu'à son action quotidienne, comme une Bastille encore à démolir...

Mais nous risquons de voir demain renaître le péril et se renouveler, seulement orientés vers d'autres fins, les mêmes procédés, si nous nous bornons à ne voir qu'en elle les obstacles à l'émancipation de l'enfant. N'apercevons-nous pas autour de nous des gens qui, après avoir fait le procès de l'école abhorrée, esquissent et déjà, partiellement, réalisent d'aussi pernicieuses compressions. Ils ne s'indignent de la contrainte officielle que parce qu'elle contrecarre leur propre influence et s'élèvent contre les dogmes d'à côté parce qu'il ne reste plus de place pour les leurs. S'ils débarrassent le champ de l'ivraie malfaisante, c'est pour y jeter du chardon.

L'enfant, ce n'est pas à leurs yeux la personnalité dont il faut jalousement protéger l'indépendance, c'est toujours le miroir qui doit réfléter leurs conceptions, répéter leurs gestes. Pour eux encore, l'enfant ne s'appartient pas : il n'est pas le dépôt passager, le placement qu'on administre, mais la fortune dont on dispose, la propriété qu'on façonne au gré de ses caprices. Protester contre ceux qui *d'avance* font de vos enfants des républicains et, sous l'empire de la même aberration, leur insuffler précocement nos doctrines socialistes, syndicalistes ou anarchistes! Belle supériorité, en vérité, que de reconnaître les méfaits de l'oppression des autres et n'avoir pas le bon sens et le courage de tenir le cerveau de ses proches à l'écart des théories et des idées qui violentent son opinion future, que de reprocher l'embrigadement des raccoleurs d'Etat et s'obstiner à vouloir en faire les adeptes d'une forme sociale définie? Et qu'on ne vienne pas me dire : « Nous usons d'examen, nous n'imposons pas. » Je répondrai que tout ce qui dépasse l'intelligence de l'enfant n'est pas de sa part susceptible d'une discussion éclairée et que l'adhésion qu'il donnera, lui jeune, à nos systèmes d'hommes, n'est ni consciente ni libre, puisqu'il ne peut la consentir en connaissance de cause.

Si révolutionnaires que nous soyons, ce n'est pas pour substituer à l'éducation républicaine telle ou telle éducation révolutionnaire que nous luttons, mais pour dégager l'enfant, chaque enfant — qu'il soit fils de prolétaire ou de bourgeois — de la chaîne des idées préconçues et de l'antagonisme des grands, et mettre à sa disposition, avec la base d'une constitution saine, les éléments d'une vie morale et intellectuelle dont il sera lui-même l'artisan. Nous bataillons contre les écoles de parti, contre l'éducation autoritaire, pour l'éducation humaine!

STEPHEN MAC SAY.

# ICI ET LA

## Apologie

Il arrive souvent dans les discussions que des camarades qui ont l'air terriblement désabusés — pourquoi? car ils ont d'habitude peu lutté, peu vécu — vous servent des arguments d'une noire désespérance :

— Vous exaltez le travail et les travailleurs. Mais ne savez-vous pas que le travail est un esclavage insupportable, stupide, que le travail que nous faisons est inutile, nuisible? Moi, je ne trouve pas intéressant du tout de faire des catalogues sur des denrées falsifiées pour l'épicier du coin; d'aligner des caractères pour un journal qui déverse quotidiennement des mensonges sur le public. D'autres travailleurs font des bijoux, des fusils; ça ne nourrit personne, ça provoque des misères. Ne parlez pas de devenir de bons travailleurs, vous fournissez les armes avec lesquelles la bourgeoisie vous tient sous le joug.

— Nous concédons bien volontiers qu'il y a beaucoup de vrai dans ces propos, mais ils ne représentent qu'une *partie* de la réalité et il est foncièrement faux, abominablement abusif de généraliser et de vous faire admettre la partie pour le tout.

Prenons le travail des typographes. Bien sûr qu'il est des milliers d'ouvriers qui ne composent que des inepties. Mais, *au total*, l'imprimerie n'est-elle pas un bienfait? A côté des catalogues et de la presse à scandales, ne fait-on pas des œuvres d'une immense valeur éducative? Les encyclopédistes, Diderot et les autres; plus tard, Lamarck, Darwin, Spencer, Reclus et tous les grands penseurs auraient-ils pu faire connaître et répandre leurs conceptions sans le secours du livre, du journal, de la brochure, de la publicité? Et nos organes mêmes, et tout le labeur immense de la science, de la littérature, de l'art, du savoir, si encombré qu'il soit par les déchets et les scories, ne profite-t-il pas, en définitive, à la civilisation, et cela grâce à l'imprimerie? Oui, il y a des travaux malsains, abominables; mais ils sont compensés largement, dans la profession même, par les travaux sains, admirables. Incontestablement, l'effort typographique, si l'on fait la balance du mauvais et du bon, finit par apparaître comme un élément de progrès universel, comme une manifestation sublime de l'humanité.

Mais il y a des professions franchement nuisibles pour la société. Oui, encore, tâchons de n'y pas pousser nos enfants; autant qu'il est en notre pouvoir, choisissons une occupation en rapport avec nos aspirations, sans jamais déserter la production cependant. Car là encore, et au total, le travail productif, malgré les métiers inutiles et malfaisants, est évidemment une force de vie. Quelles que soient les critiques qu'on puisse adresser à l'économie moderne, d'une façon générale, l'effort des travailleurs est certainement plus utile que nuisible. En fin de compte, des maisons d'habitation sont bâties, des aliments préparés, des vêtements confectionnés; bref, à côté des motifs de régression, il y a des éléments innombrables et colossaux de progrès; il y a des manifestations humaines plus vivifiantes que mortifères. Sans ça, l'existence serait totalement impossible, et, si désastreux que soit le système actuel, ce n'est pourtant pas tout à fait le cas.

Ainsi, le pessimisme de certains ne se légitime pas. La question sociale forme un tout. On ne peut la considérer dans un seul petit coin et crier que tout est mauvais, comme ont tendance à le faire les camarades individualistes, ou crier que tout est bon, comme le prétendent les bourgeois nantis. Non, la civilisation est un bloc qui a du bon et du mauvais, beaucoup de mauvais, qui doit être combattu, débarrassé, nettoyé, mais davantage de bon qu'on peut, et qu'il nous faut, nous prolétaires surtout qui en som-

mes presque totalement privés, qu'il nous faut développer, exalter, aimer.

Ayons confiance dans la vie et tout spécialement croyons en nous-mêmes, en nos capacités régénératrices, en notre volonté et en notre action révolutionnaires. B. T.

### Au bon vieux temps

Durant toute la période qui va du quinzième siècle à la fin du dix-huitième, le suicide, grâce aux inepties des prêtres, était « sujet à plus grièvе punition que le meurtre d'autruy, d'autant que le meurtrier d'autruy ne tue que le corps, n'ayant pouvoir de nuire à l'âme, mais celuy qui se tue soy même tue le corps et l'âme et partant comme plus coupable doit estre plus ignominieusement pendu que les autres homicides. »

Et si fou que cela paraisse, avant de punir un suicidé, on le jugeait. Un parent devait, si possible, faire office de défenseur. Et en attendant le procès, le corps était transporté en prison, où il était gardé. Aussi parfois, les procès traînant en longueur, la putréfaction s'en mêlait-elle. Pour l'éviter, on salait le cadavre ou bien on le mettait dans l'eau.

La loi XIII, fol. 411 du Coutumier de Vaud, en vigueur au dix-huitième siècle, nous indique quelle était la peine habituelle infligée au suicidé :

« Son cadavre devra être remis à l'exécuteur de la haute justice et par lui son corps traîné sur une claie à l'endroit des patibules pour y être enterré, ses biens confisqués à qui de droit. »

En France, la loi était la même :

« Son cadavre sera attaché à une claie, la face contre terre, pour être traîné au derrière d'un tombereau, conduit par l'exécuteur criminel par les rues de la ville. »

Ainsi, de par la volonté des gens de Dieu, on traînait dans les rues des cadavres attachés derrière une charrette, la face contre terre, se rabotant le visage sur les pierres. Si l'on pense que ces tristes loques étaient parfois dans un état de décomposition avancée, on pourra juger par là des mœurs répugnantes et terriblement antihygiéniques qu'entretenaient par principe les imbéciles qui voulaient punir celui qui en s'ôtant la vie avait détruit, paraît-il, outre sa propre vie, encore une âme...

Et des ignorants et des fanatiques voudraient nous ramener au bon vieux temps où l'on traînait les morts par les rues?

Malheur au peuple qui oublie !

### L'horrible peine de mort

Le 1er janvier 1911, un nommé Béron était assassiné à Clapham, près de Londres. Deux mois plus tard, les tribunaux condamnèrent à mort Stinnil Morrisson, reconnu coupable du crime. Puis la peine fut commuée en celle des travaux forcés à perpétuité. Morisson protestait de son innocence. Il disait vrai.

Un soldat nommé Veare, canonnier à Port-Royal (Jamaïque), a avoué, le 23 juin dernier, être le meurtrier de Béron.

On frémit d'horreur à la pensée du méfait irréparable que la société — celle qui est gérée par les bourgeois — aurait pu commettre sur le malheureux Morrisson. On peut déjà se représenter par quelles angoisses cet homme empoigné, jugé, harcelé, enfermé, a dû passer. La justice humaine est d'une telle infirmité, elle repose sur de telles faiblesses d'intelligence et de sentiment, qu'il est temps de s'en débarrasser à tout jamais. Chacun, tout comme Morrisson, peut se voir inculpé, condamné et pendu, sans plus de raison que lui, simplement parce que c'est la justice.

Jetons bas la vindicte publique appelée justice !

## Congrès de l'Ecole Ferrer

Une trentaine de camarades ouvriers de quelques localités romandes se sont trouvés réunis à l'Ecole Ferrer le 13 juillet dernier. Une journée exceptionnellement belle en une saison fort maussade avait évidemment engagé bien des personnes à aller prendre l'air plutôt que de s'enfermer dans une classe pour discuter. On ne saurait le leur reprocher. Mais, pour être peu nombreuse, la réunion n'en a pas moins fait un sérieux travail d'élaboration et de mise au point.

Nous avions à nous mettre d'accord sur deux points essentiels, afin de pouvoir marcher à la propagation de nos principes de rénovation de l'enseignement sans hésitation. Du moment que la classe ouvrière s'intéresse à l'avenir de ses enfants, dont dépend en partie la civilisation de demain, il est nécessaire que chacun soit au clair sur le but poursuivi et sur l'esprit qui doit et peut régner à l'école populaire. Ces deux points étaient les suivants :

1° Quel est le but de l'école populaire ?

2° L'école populaire doit-elle inspirer un idéal à l'enfant ou rester tout à fait neutre ?

* * *

C'est le camarade Wintsch qui présenta le rapport sur la première question :

« Il y a trois ans, dit-il, il m'aurait été difficile de définir nettement le but que doit poursuivre l'école populatre. L'expérience de l'Ecole Ferrer peut maintenant me le permettre. Il y a un tel désarroi dans les milieux pédagogiques les plns dlvers qu'on ne sait souvent plus à quoi doit répondre l'école. C'est au point que lors d'une enquête sur « les tendances de l'enseignement mathématique dans les écoles secondaires du canton de Vaud », enquête menée en 1910 par le professeur Roorda, celui-ci a pu écrire que *l'école actuelle ne poursuit aucun but.* Et c'est vrai ; les maîtres n'ont jamais été appelés à élaborer les programmes, les parents encore moins. Toute l'école est menée par des non professionnels, c'est-à-dire par le gouvernement, par des politiciens. Aussi ceux-ci font-ils en sorte d'amener l'écolier à devenir un bon automate, un pilier de l'ordre ne devant se permettre aucun écart, aucune incursion sur les chemins extralégaux, dans ies voies inaccoutumées. Les instituteurs eux-mêmes, les plus avancés comme les autres, n'ont pas d'idées précises non plus sur le but de l'école. Leurs réponses à ce sujet sont toujours d'un vague étonnant.

C'est grâce à la collaboration ouvrière et aux consultations de parents qu'à l'école Ferrer nous sommes arrivés enfin à rétablir des situations normales, à savoir ce que l'école peut donner à l'enfant, ce qu'elle doit lui donner pour le préparer à la vie — à la vie de producteur qu'il mènera, puisqu'il s'agit d'enfants du peuple.

Bref, l'école doit être faite dans l'intérêt de l'enfant ; voilà notre base de discussion.

Quelles que soient ses occupations futures, l'enfant aura besoin de :

Force physique,
Volonté,
Clairvoyance.

Si l'école imprègne l'enfant de ces qualités utiles, indispensables, elle aura bien rempli son but. Au surplus, ces qualités de l'individu devenu grand seront profitables à la collectivité. On ne peut les acquérir dans les livres, entre quatre murs. D'où la nécessité impérieuse d'aller dans la vie, en plein air, vers ceux qui créent, produisent, travaillent.

La force physique, naturellement, ne peut pas s'acquérir qu'à l'école. Elle dépend trop de l'hérédité et des conditions de vie à la maison, chez les parents, pour qu'on puisse tout exiger de l'école. C'est par là précisément que les questions pédagogiques touchent si intimément, d'une façon si profonde, au côté économique de la question sociale, qu'il n'y a même pas possibilité d'émanciper complètement l'école sans une révolution totale dans la situation matérielle du peuple. Seuls le bien-être et la liberté des travailleurs apporteront définitivement aux enfants la santé à laquelle ils ont impérieusement droit.

Néanmoins l'école, au lieu de calfeutrer l'enfant dans une classe fermée et d'atrophier ses petits muscles et ses poumons, peut contribuer fermement à développer la santé et la gaîté et la franchise qui en sont les compagnes. Elle y arrivera par la répartition des leçons : leçons plutôt théoriques le matin coupées de récréations, avec de la gymnastique tous les jours ; l'après-midi, visites d'ateliers et de musées, sorties d'études dans les champs, dans les bois, travaux manuels. On se gardera de punir les enfants, de les classer. L'absence de rancœur, de jalousie les fera mieux manger, mieux respirer, mieux vivre. En leur faisant confiance, ils vous le rendent, ne font plus de grosses sottises. La férule, le cachot, le pensum se sont montrés abolument inutiles à l'école Ferrer où cependant un grand travail se fait. Pas de devoirs obligatoires à la maison, afin que l'écolier s'amène en classe franc du collier, sans arrière pensée, sans peur et sans remords. La coéducation des sexes sera enfin une condition de bonne santé morale des enfants, sans danger quelconque jusqu'à treize ans, et depuis là sans danger encore par une surveillance discrète. Pour se faire de la volonté, apprendre à toujours finir les travaux commencés. Faire peu, mais bien, très bien même. Engager les enfants à se servir eux-mêmes des objets dont ils ont besoin, à aller prendre le matériel scolaire là où il se trouve, puis le remettre en place après usage.

Autant que possible, pour toutes les branches étudiées, que les écoliers fassent des collections particulières en même temps qu'il s'agit d'enrichir le matériel de la communauté : herbier, collection de pierres, de métaux, de fils, de bois. Que chacun également s'éduque à faire des observations personnelles aux baromètres, thermomètres, sur les saisons, apparition des hirondelles, de la première violette, grêle, etc. Que les maîtres ne donnent pas des résultats tout faits dans les leçons et dans n'importe quelle matière du programme, mais qu'on fasse si possible tout trouver.

La clairvoyance sera développée en exerçant l'habileté des sens, soupesages, estimations de la longueur, triage de lettres, d'images, par les mesurages dans la salle et sur le terrain, par des travaux à la balance. On fera comparer des objets de même catégorie entre eux ; là encore l'examen des plantes et leur collection, les observations de sciences naturelles libres, sur un aquarium, sur le thermomètre, rendent d'immenses services. On fera contrôler l'enseignement par des visites au musée, à l'usine, au chantier, aux champs, par les projections lumineuses à propos des documents historiques, par les cartes postales pour la géographie. Enfin, le dessin jouera un rôle important aussi.

Par ces procédés, l'enfant deviendra, avec un maximum de chances, fort physiquement, il aura de la volonté et sera clairvoyant. Mais ces qualités essentielles devront se développer sur un terrain bien particulier, pour nous, gens du peuple, dont le travail est le seul moyen d'existence, nous apparaissant au surplus comme le seul régénérateur de l'humanité. Il faut que nos enfants deviennent des producteurs forts physiquement, ayant de la volonté et de la clairvoyance. Il faut qu'ils soient plus tard fiers de leur classe, fidèles à leur classe. Nous préparerons l'accord du travail intellectuel et du travail manuel, dont notre classe a tant besoin, par la collaboration des instituteurs et des ouvriers. Là encore, les visites d'ateliers permettront aux écoliers de choisir un métier en connaissance de cause. Les ouvriers confectionneront en outre, pour l'enseignement en classe même, quantité d'objets de démonstrations, appareils d'arithméthique, séries montrant les diverses phases de la confection d'un objet, collections industrielles. Possédant une science du travail qui ne se trouve dans aucun livre, que ne connaissent guère les instituteurs, ils pourront souvent initier les enfants eux-mêmes à bien des connaissances utiles, sur leur terrain surtout, à l'atelier, aux champs.

*(A suivre.)*

## Encore une condamnation

La condamnation de Marguerite Faas — qui finira sa peine le 9 août prochain — ne pouvait suffire à la justice fédérale et zurichoise. Arnold Geiser, tailleur à Berne, Suisse, père de deux enfants, a été condamné à son tour à quatre mois de prison et trois ans de privation de ses droits civiques, toujours sous la même inculpation de faux témoignage, un délit qui, nous le répétons, ne déshonore nullement celui qui le commet, si son entier désintéressement est nettement établi, comme dans le cas qui nous occupe.

Maintenant à qui le tour de passer au comptoir de justice ? La condamnation de Frick et Scheidegger, le 30 novembre 1912, a entraîné celle de Marguerite Faas, le 3 mai 1913, puis celle d'Arnold Geiser le 11 juillet courant, puis... Il n'y a pas de raison pour que cela finisse. Tout individu, qui ayant été mêlé de près ou de loin à cette affaire, n'a pas voulu faire le mouchard, peut être processé et condamné à son tour.

Le plus navrant de tout cela, c'est l'indifférence complète de tout le monde pour un cas, qui dans tout autre pays n'aurait pas manqué d'être discuté et de susciter des commentaires. Il ne s'est trouvé qu'une feuille malpropre pour affirmer la culpabilité d'une prévenue avant même sa condamnation, sous prétexte de nous reprocher un manque de solidarité.

La pratique des plus larges libertés politiques ne paraît vraiment pas développer dans ce pays une mentalité fière et généreuse.

# Grève de principe des chauffeurs-taxis

La municipalité de Lausanne, sur l'inspiration du chef de la police Pache, un notaire incapable de se tirer d'affaire dans son bureau privé, s'est mise à exiger des conducteurs d'automobiles le port d'une casquette spéciale aux armes de la ville, avec numéro, etc. On veut à tout prix enfiler une livrée à chaque travailleur, militariser graduellement l'industrie, faire de chacun un soldat-valet à la merci de l'Etat comme du patronat.

Après avoir déjà mis sous un régime de caserne les postiers, les cheminots, les employés de tram, on veut ainsi passer à la militarisation de nouvelles catégories de salariés. Après l'uniforme, la casquette, le numéro, viendra la loi considérant ces salariés comme des soldats mobilisables à la moindre occasion, comme c'est déjà le cas pour les employés de chemins de fer depuis la nouvelle loi militaire.

C'est une atteinte grave à la liberté déjà si restreinte de quantité de travailleurs, c'est un embourbement dangereux dans le système étatiste qui veut que tous soient des administrés, sans individualité propre, sans faculté de discuter au moins les conditions du travail. Et il faut tout faire contre cette manie bourgeoise d'oppression et d'exploitation.

Les chauffeurs-taxis de Lausanne ont fort bien compris le danger qu'ils couraient par le nouvel ukase du chef de police Pache, un individu si stupide, si vide, si bouffi d'orgueil que ses camarades d'étude le représentaient autrefois par une vessie gonflée et reluisante. Aussi, plutôt que d'accepter bénévolement cette humiliation, ont-ils décidé de ne plus rouler. La grève avait un bel ensemble, de l'entrain. Par solidarité, les cochers de fiacre faisaient grève aussi.

Les journaux locaux, naturellement, crânaient et déclaraient bêtement, comme le *Nouvelliste Vaudois*, qu'on ne comprenait pas cette fierté de chauffeurs refusant de porter une casquette officielle, du moment que les agents de police en portaient bien une et ne se plaignaient pas. Imbéciles! que diraient ces plumitifs si nous exigions qu'eux aussi portent une casquette à trois ponts avec un gros numéro dessus, de façon que nous puissions les reconnaître à l'occasion et dire : « Voilà le journaliste qui dit tant de mensonges à la ligne, voilà celui qui m'a sali, voilà celui qui a fait le mouchard public, voilà celui qui pousse courageusement à la répression derrière son écritoire, voilà celui qui lèche les bottes au Conseil d'Etat, voilà celui qui flatte la comtesse X., voilà celui qui salue d'un zivio ! le roi Pierre de Serbie, assassin d'un jeune homme et de sa reine de femme. » Ah, oui, ce serait agréable de connaître ces mufles du *Nouvelliste Vaudois*, de la *Tribune de Genève* et de tous les journaux bourgeois. Mais nous doutons qu'ils acceptent le port de la casquette officielle qu'ils veulent voir sur la tête de divers travailleurs. Nous n'insisterions d'ailleurs pas sur de pareilles sottises qui ne tiennent plus debout dès qu'elles sont énoncées. Au surplus, ne demandons pas de la logique honnête aux bourgeois. Ils n'ont que de la canaillerie.

Pendant que la grève battait son plein, j'ai entendu dans un groupe de personnes les mots suivants sortant de la bouche d'un commerçant bouffi et flasque : « Chaque jour de grève, c'est autant que vous perdez ». On a parfois un moment de nervosité contre l'apathie et l'inertie de certains compagnons de taudis et d'atelier. Mais un pareil propos vous remet vite d'aplomb. Ah, comme il est bien bourgeois ce propos, comme il dénote un individu qui pense bassement, ainsi que le disait Flaubert. Questions de dignité, de liberté, qu'est-ce que ça pour un bourgeois ? Comment, il est des pauvres diables sans avance quelconque qui préfèrent perdre quelques écus plutôt que de porter un commencement d'uniforme? Ça dépasse l'entendement de nos gros pleins de soupe, pour qui seuls les picaillons comptent. Eh bien, une classe qui raisonne — est-ce raisonner? — aussi misérablement et d'une façon aussi généralement misérable, est bientôt au bout de son rouleau. Heureusement que le peuple n'en est pas là, que parfois il a une pensée de dignité, de fierté et qu'il met un certain idéal avant les questions de gros sous, heureusement. Et il est réconfortant d'être de ce côté de la barricade.

Mais continuons à parler de la grève. Au bout de quelques jours, voyant l'attitude décidée des conducteurs d'automobiles qui se tenaient très solidairement, les autorités lausannoises pour en venir à bout déclarèrent qu'on allait tout simplement retirer le permis de circuler à ceux qui ne rouleraient pas immédiatement. C'est pas plus compliqué que ça en la Suisse démocratique. Dans l'industrie privée, même si vous avez une réclamation à formuler, si vous voulez encore discuter les conditions du travail, on vous coupe définitivement les moyens d'existence, on vous enlève non pas seulement l'emploi que vous avez, mais même le droit d'exercer votre profession. Je crois que jamais, depuis que le salariat a remplacé le servage, on n'était retourné aussi férocement en arrière. Et c'est l'Etat qui prépare ce joli régime, c'est l'Etat, l'organisme si cher aux social-démocrates et qui se développe si bien sans eux, au-delà de tout ce qu'on peut imaginer d'arbitraire!

Mis en face de la famine sans rémission, les grévistes de Lausanne durent céder. Voilà donc une catégorie de travailleurs qu'on est en train de militariser, quoiqu'ils relèvent essentiellement du patronat privé. Mais le dernier mot n'est pas dit dans cette affaire, et par toutes sortes de procédés de lutte quotidienne — allure constamment au pas des automobiles, cornettage continuel pour avertir les passants et autres façons de perler le travail — il faudra bien que la ridicule casquette tombe et que les autorités excédées reviennent sur leur décision. Vaincus aujourd'hui, continuons néanmoins à lutter, à résister. Et par l'entente internationale des travailleurs, nous finirons bien par avoir le dessus. Militarisme, patronat et Etat, tout sera alors balayé.

J. W.

# Lettre de France

### Contre les trois ans

Le dimanche 13 juillet, veille de la fête des bistros républicains, l'Union des syndicats de la Seine et la C. G. T. avaient organisé, d'accord avec le Parti socialiste, une grande manifestation au Pré-St-Gervais, aux portes de Paris.

De l'avis de beaucoup de militants, il n'y avait pas le nombre considérable sur lequel on était en droit de compter. Ce bon peuple français, châtré, avachi par quarante années de République parlementaire, ne retrouve un peu d'énergie que devant le comptoir du bistro, où, les pieds sous la table, en train de faire une manille — jeu intéressant s'il en fut et propre à développer singulièrement le cerveau.

Cette fois-ci encore le mot d'ordre était : De l'ordre, du calme!

Mais allez-vous bientôt nous ficher la paix avec ce refrain-là, ô révolutionnaires non révoltés?

Est-ce ainsi que vous espérez réveiller les énergies? Est-ce par l'ordre et avec des hommes de confiance — des flics syndicalistes — que vous pensez faire une révolution? De l'*ordre* pour exécuter vos *ordres*! Eh! bien, c'est beaucoup trop d'*ordres* et d'ordre. Et la moitié de cela de désordre ferait bien mieux les affaires du peuple, secouerait bien plus ses énergies et habituerait bien mieux populo à agir par lui-même.

Vous verrez qu'on finira dans ce bienheureux pays où l'ouvrier est — à ce qu'il dit — plus libre que partout ailleurs, par décréter et réglementer la Révolution par un ordre venu de ceux qui ont pris à tâche et fait leur métier — rétribué — de faire les affaires du peuple.

J'aurais voulu, pour une fois — car je pense à ceux qui payent en ce moment à la Bastille et de leur liberté l'avachissement de ious — taire les critiques et applaudir aux efforts tentés pour les sortir ainsi que ceux qu'on envoie à Biribi, mais que voulez-vous, ma plume grince à signaler les fautes irréparables commises avec tant de désinvolture. Eh! ceux d'avant 1906, où êtes-vous donc? Etes-vous donc tous morts?

Mais revenons à nos moutons.

Ce que nous avons à dire de la manifestation du Pré-St-Gervais ne peut qu'aviver nos regrets de voir délaisser la bonne méthode de révolte Des quinze tribunes improvisées sur le vaste champ de la manifestation, nous avons pu constater que celle qui était le plus entourée et par le nombre des auditeurs et par le nombre des groupements, tant syndicalistes qu'anarchistes, était celle de la Fédération communiste anarchiste. Du commencement à la fin, ce fut un afflux considérable de camarades se pressant, s'étouffant pour entendre les orateurs, ce qui prouve bien qu'instinctivement, le peuple se rapproche toujours aux moments difficiles et troublés, des plus énergiques, des plus audacieux. Il y eut une éclaircie, vite comblée quand, à une tribune voisine, Jaurès prit la parole.

Le talent de l'orateur et aussi la curiosité d'entendre les déclarations que pourrait faire le tribun socialiste attirèrent à un moment la foule de ce côté-là.

A quelques tribunes, et naturellement à celle de la Fédération communiste, on préconisa la grève générale pour le 24 septembre, date à laquelle devrait être libérée la classe. Différents orateurs appuyèrent chaleureusement et avec raison pareille action pour cette date.

Et aux applaudissements qui répondirent, on peut être assuré qu'il y avait étroite communion d'idées entre auditeurs et orateurs.

✠

Eh bien oui! nous pouvons le dire haut et ferme. Si nous savons agir, cette date peut être grosse de conséquences. Il faut qu'avant cette date chacun fasse — et ceci dans un bref délai — son examen de conscience. Quand l'heure des responsabilités a sonné, il n'est plus permis de tergiverser. Que les timorés et les vaniteux nous débarrassent de leur présence. Dans les moments difficiles, des énergies spontanées surgies du peuple ont toujours plus fait et ont toujours dépassé les conceptions mesquines des M'as-tu-vu ambitieux et ineptes.

Enfin, s'il en est qui trouvent leur tâche trop lourde de responsabilités, qu'ils songent qu'ils commettraient un véritable crime contre l'humanité en n'agissant pas, et que nous serions en droit de leur demander des comptes et de leur faire supporter tout le poids des suites fâcheuses que comporterait leur inertie.

D'autres ont cru bon d'abandonner la lutte et se sont évadés du monde militant — la masse est veule, disent-ils!

Et ceci explique et excuse tout à leurs yeux. Que diront-ils si les événements leur donnent tort? Attendront-ils, prêts à profiter des résultats acquis, sans encourir de risques? Que ceux-là aussi le fassent. leur examen et se décident.

Et vous, les jeunes, qui allez partir, faudra-t-il vous fouailler pour vous décider à agir?

D'ici au 24 septembre, une propagande intense doit être faite. Qui de nous n'a pas sous les drapeaux un frère, un parent, un ami? Ce sont aussi de nos enfants qui sont à Biribi. N'y aura-t-il pas un père, une mère, pour réclamer son fils?

Espérons malgré tout que les meilleures énergies vont se réveiller et travaillons de notre mieux pour qu'il en soit ainsi.

ANDRÉ.

## " Révoltes et sanglots "

Tel est le titre du volume de vers que notre camarade Stephen Mac Say va publier prochainement. Ce volume, soigneusement édité, comprendra 200 pages environ et sera vendu 2 fr. 50.

Dans un but de propagande et de camaraderie, l'auteur a décidé de faire bénéficier d'une prime et d'une réduction de prix tous ceux qui lui adresseront leur commande avant le tirage. A ceux-là, l'ouvrage sera laissé à 2 fr. (port compris, 2 fr. 25 et, pour envois recommandés, 2 fr. 50 cent.). Et ils recevront gratuitement, un exemplaire de *La Laïque contre l'Enfant* (éditeurs : La Société Nouvelle, Mons, et Schleicher, Paris) récemmeet paru et vendu en librairie 2 fr.

*La Laïque contre l'Enfant* sera envoyé aux souscripteurs dès leur adhésion. Et ils recevront sitôt paru *Révoltes et sanglots* qui sera prêt fin juillet.

Envoyez dès maintenant les demandes accompagnées de leur montant, à Stephen Mac Say à Gourdez (par Luisant) Eure-et-Loir.

## Souscription pour l'Ecole Ferrer de Lausanne

*Genève. — S. B.*..... 5 fr.
*Oerlikon. — Après conférence*..... 11 50

## ŒUVRES DE KROPOTKINE

*La Conquête du Pain. — Autour d'une Vie. — L'Entr'aide. — La Grande Révolution. — La Science Moderne et l'Anarchie. — Champs, Usines et Ateliers.*

Chaque volume, 2 fr. 50. En vente au *Réveil*.

**Le Groupe du Réveil va publier, pour les premiers jours de septembre, l'édition italienne du dernier ouvrage de Kropotkine : LA SCIENCE MODERNE ET L'ANARCHIE. C'est une nouvelle dépense d'environ 3000 francs qui grèvera lourdement le bilan du journal. Les camarades en retard dans leurs paiements sont donc priés de se mettre en règle le plus vite possible.**